

LA LETTRE

DE LA

COOPERATION DECENTRALISEE



Mars 2009

SOMMAIRE

Editorial	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	7
Asie	9
Europe	11
Méditerranée	12
Institutions européennes	16
CGLU	19
Etudes	20
Actualités	21
Agenda	22
Publications	24

Près de 500 personnes ont participé aux **Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine, à Agadir, les 19 et 20 février derniers**. Représentants marocains et français de collectivités locales et territoriales, d'associations de collectivités, d'Etats, d'associations, tous, ont souhaité prendre part à l'événement.

Ne serait-ce qu'au regard de cette participation, ces assises auguraient d'un pari réussi. Rares sont les manifestations à même de réunir des acteurs si nombreux et diversifiés.

Mais au delà d'une forte mobilisation, ces assises se sont distinguées par la qualité des échanges.

Les sujets abordés étaient nombreux et sensibles : évaluation de la coopération décentralisée, fin du Programme d'Accompagnement à la Décentralisation (PAD)- projet d'appui à la décentralisation -, lien de la coopération décentralisée maroco-française avec le projet « d'Union pour la Méditerranée – processus de Barcelone », perspectives de poursuite de la décentralisation...

L'organisation d'assises de la coopération décentralisée correspond toujours à la nécessité de permettre aux acteurs de la coopération décentralisée d'engager un débat de fond sur le sens et les orientations qu'ils veulent donner à leurs actions communes.

L'engagement d'un tel débat, au delà des difficultés logistiques, est un véritable défi. Pour les élus engagés en coopération décentralisée, ce challenge a une résonance particulière. Comment prendre du recul sur les réalisations, reconnaître les difficultés, voire les échecs face au demandes de retour d'un conseil élu et de populations locales ? Comment ré-orienter, le cas échéant, sa stratégie ?

Comment dire ses réserves ou son désaccord à un partenaire sans remettre en question la qualité d'un partenariat ? Comment échanger avec sincérité et sérénité, dans un espace public à caractère international, à une tribune, sur ces aspects essentiels ?

Autant d'interrogations auxquelles les élus se trouvent perpétuellement confrontés et auxquelles, avec l'expérience, ils apprennent à répondre.

De façon transversale, les assises d'Agadir ont permis de traiter de ces questions. Ce fut un succès. Elles ont permis d'aborder, au-delà des montages de projets, les questions éminemment politiques soulevées les coopérations décentralisées. Les sujets explorés dans les trois tables rondes, puis dans les ateliers thématiques, n'ont pas évité les questions sensibles, telles que l'impact des projets de coopération décentralisée, la recherche de l'intérêt mutuel, les incidences d'une décentralisation encore en cours, les lenteurs et rigidités de l'outil PAD... Autant de questions essentielles qui, si elles ne sont pas débattues, finissent par entraver le développement de la coopération décentralisée.

Cités Unies France accorde, depuis longtemps, une attention soutenue à l'organisation de telles assises. Temps d'information, temps d'échanges entre pouvoirs publics et collectivités territoriales, lieu de rencontres informelles, elles permettent une parole plus libre et redynamisent les coopérations pour plusieurs années.

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, vice-président du conseil général de l'Eure, représentant de façon permanente de Jean Louis Destans, président du conseil général de l'Eure

La reprise du dialogue à Madagascar : l'espoir d'une sortie de crise ?

Le Président de la République Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina, maire déchu d'Antananarivo, se sont engagés le 21 février après-midi dans le début d'un dialogue sous l'égide du Conseil des églises chrétiennes de Madagascar (le FFKM). Une seconde rencontre a eu lieu lundi 23 février.

Les deux protagonistes ont pris cinq engagements à cette occasion : arrêt des propos provocateurs dans les médias, arrêt des campagnes de désinformation, arrêt des violences et des pillages, arrêt des manifestations de rue, fin des arrestations à caractère politique, concernant, entre autres, le mandat d'arrêt qui pèse sur Andry Rajoelina.

Le 18 février, les cinq officiers généraux les plus anciens et les plus hauts gradés faisaient part de leur préoccupation : celle de « prendre leurs responsabilités en tant que dernier rempart de la République et de l'unité nationale » en cas d'échec des négociations.

Des manifestations de soutien à Andry Rajoelina s'étaient poursuivies les 18, 19 et 20 février, aboutissant, le temps de 24 heures, à la prise des ministères de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure, de l'Éducation et de l'Aménagement du territoire, par les ministres de la « Haute autorité de transition ».

(Source : AFP, Madagate.com, Courrier international)

Réunion du groupe-pays

Pour faire le point sur la situation à Madagascar, le groupe-pays se réunira le 25 mars, à Cités Unies France en présence de représentants de l'Ambassade de France à Antananarivo.

GUINÉE

La junte qui a pris le pouvoir à Conakry le 23 décembre dernier annonce la tenue d'élections législatives et présidentielles au dernier trimestre de 2009. Un appel a été lancé à la communauté internationale pour le financement de ces scrutins.

En revanche, le chef de l'Etat Moussa Dadis Camara a refusé le 9 février de lever l'interdiction de toute activité politique et syndicale imposée par les militaires.

(Source : Jeune Afrique, n° 2510 du 15 au 21 février 2009)

MAURITANIE

Mauritanie : réunion du groupe de contact

Le groupe de contact international sur la situation en Mauritanie s'est réuni à Paris, le 20 février 2009 au siège de l'Organisation internationale de la Francophonie.

L'Union africaine, l'Union européenne, la Ligue des Etats arabes, l'Organisation de la Conférence islamique, l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Organisation des Nations Unies y ont réaffirmé leur souhait de continuer à travailler ensemble sous l'égide de l'Union Africaine et en appui à ces efforts, « afin de promouvoir un règlement rapide de la crise et un retour à l'ordre constitutionnel. »

Les participants ont constaté les différentes propositions de sortie de crise proposées par le président déchu, les autorités issues du coup d'Etat ou encore le RDF (Rassemblement des Forces Démocratiques) ; en particulier la tenue d'élections présidentielles le 6 juin et d'un référendum constitutionnel le 20 juin.

Les « mesures appropriées » prises par les organisations présentes ont également été passées en revues. Une nouvelle réunion devrait se tenir avant fin mars.

(Article complet sur : www.mauritanie-web.com)

SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays Sénégal : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille, conseillère communautaire de Lille Métropole

Informations générales sur le groupe-pays :

La nouvelle présidente du groupe-pays Sénégal est Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille. Elle succède dans cette fonction à Janine Planer.

La prochaine réunion du groupe-pays est prévue **le 3 avril 2009**.

Elections locales

Reportées en 2008, les prochaines élections locales (communes, communautés rurales et conseils régionaux) se tiendront le 22 mars 2009 au Sénégal.

Elles rendront effectif le nouveau découpage administratif et la création de nouvelles collectivités territoriales dont les régions de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou. Le Sénégal comprendra alors 14 régions (dont 3 nouvelles), 45 départements (dont 10 nouveaux), 108 communes et 360 communautés rurales (dont 40 nouvelles).

Programme « Initiatives de Codéveloppement » : deux nouvelles conventions entre la France et le Sénégal

La France et le Sénégal ont signé, le 26 janvier 2009, deux nouvelles conventions d'un montant total de onze millions d'euros pour la mise en œuvre de programmes visant à renforcer les initiatives portées par les ressortissants sénégalais établis en France en faveur du développement social et économique au Sénégal.

Des mouvements au pôle Afrique

Ce premier trimestre est marqué par une activité intense des groupes-pays Afrique :

- restitution des Assises 2008 de la coopération décentralisée de décembre 2008 au Mali et suites à donner à ces assises ;
- réunion du groupe-pays **Bénin** avec préparation d'une mission collective en fin d'année ;
- réunion du groupe-pays **Sénégal** et préparation d'une mission de la nouvelle présidente ;
- mission au **Togo**, du 24 au 28 mars, de suivi du programme concerté, menée par Monique Papot-Liberal, nouvelle présidente du groupe-pays, Norbert Béalu, président sortant et Nicolas Wit, directeur général adjoint, du 24 au 28 mars ;
- mission au **Niger** à l'occasion des Assises de la coopération décentralisée – à l'initiative de l'Ambassade de France du 1^{er} au 3 avril – menée par le président de Cités Unies France Charles Josselin et le nouveau président du groupe-pays Stéphane Valli, avec une délégation de collectivités françaises et Nicolas Wit, directeur général adjoint ;
- mission au **Burkina Faso**, du 16 au 20 mars, du nouveau président du groupe-pays Jean-Bernard Damiens et de Bertrand Gallet, directeur général, accompagné d'Astrid Frey, chargée de mission au pôle Afrique, afin d'approfondir nos partenariats avec les associations nationales d'élus, les autorités nationales en charge de la décentralisation, la coopération française et les partenaires du projet de coopération décentralisée tripartite France – Allemagne - Burkina ;
- mouvement provisoire **interne** : Constance Koukoui, absente pour six mois à partir de mi-mars, sera remplacée par Tristan Routier, actuellement chargé de l'étude « coopération décentralisée et sécurité alimentaire » pour le compte du CFSI et de CUF. Nous lui souhaitons bonne arrivée !

Pour le calendrier de l'ensemble des réunions et missions, se reporter à l'agenda.

Liste des présidents des groupes-pays Afrique, après l'Assemblée Générale du 21 janvier 2009 :

- **BÉNIN**, **Rose-Marie Saint Germes Akar**, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, remplace Georges Aurore (adjoint au maire de Créteil jusqu'à mars 2008)
- **BURKINA FASO**, **Jean-Bernard Damiens**, vice-président du conseil régional du Limousin, élu à Guéret, remplace Michel Roux (conseiller municipal délégué à Chambéry jusqu'à mars 2008)
- **MADAGASCAR**, **Jean-Louis Destans**, président du conseil général de l'Eure, a désigné comme représentant permanent Alain Huard, vice-président du conseil général de l'Eure
- **MALI**, **Guy-Michel Chauveau**, maire de La Flèche, conseiller général de la Sarthe
- **MAURITANIE**, **Michel Sapin**, député-maire d'Argenton-sur-Creuse
- **NIGER**, **Stéphane Valli**, vice-président de la communauté de communes Faucigny-Glières, adjoint au maire de Bonneville, remplace André Bussery, maire honoraire de Juvisy-sur-Orge

- **SÉNÉGAL, Marie-Pierre Bresson**, adjointe au maire de Lille, conseillère communautaire Lille Métropole, remplace Janine Planer (adjointe au maire de Bouguenais jusqu'à mars 2008)
- **TOGO, Monique Papot-Libéral**, conseillère de la communauté de communes de la Côte Roannaise, remplace Norbert Béalu (conseiller municipal de Bressuire jusqu'à mars 2008)

A tous les présidents sortant un grand et chaleureux merci pour leur engagement !

Pour plus d'informations :

Constance Koukoui, chargée de mission, pôle Afrique (Mali, Burkina Faso, Niger, Togo)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Astrid Frey, chargée de mission, pôle Afrique (Mauritanie, Bénin, Madagascar)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky-Weinberg, chargée de mission (Sénégal)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

Tristan Routier, chargé d'études

Courriel : etude@cites-unies-france.org

BRÉSIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président du conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur

Rencontre nationale des nouveaux maires et réunion du Comité brésilien de la coopération décentralisée et fédérative franco-brésilienne

A la suite des élections municipales d'octobre 2008, le secrétariat des affaires fédératives de la Présidence de la République et le ministère de la Maison Civile ont organisé, les 10 et 11 février 2009, à Brasilia, « la Rencontre nationale des nouveaux maires et mairesses » du Brésil. Environ 4000 maires (sur un total de 5 564 communes) se sont réunis pour prendre connaissance des programmes du gouvernement fédéral auxquels ils auront accès.

A la suite de ces rencontres, a eu lieu, le 12 février 2009, la réunion du Comité brésilien de la Coopération Décentralisée et Fédérative franco-brésilienne. L'objectif était de mobiliser les collectivités territoriales brésiennes dans le cadre de l'Année de la France au Brésil, et des 3^{èmes} Rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne qui seront accueillies par la région Rhône-Alpes, les 3 et 4 décembre 9, à Lyon.

Le président du comité d'organisation de ces rencontres, le sénateur Jean Besson, vice-président du conseil régional Rhône-Alpes a participé à cette réunion et a présenté le programme proposé par les collectivités françaises. Un compte-rendu sera fait lors de la réunion du groupe-pays Brésil du 3 mars 2009, à Cités Unies France.

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes

Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne

Lors de la dernière réunion du groupe-pays Haïti, qui s'est tenue le 8 janvier 2009, en présence de Philippe Pejo, conseiller d'Alain Joyandet, secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie et d'Antoine Joly, délégué pour l'Action extérieure des collectivités locales, les modalités de l'organisation, en 2009, des Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne ont été approuvées.

Ces assises se dérouleront en deux temps :

- une première étape aura lieu en France pour l'organisation des ateliers préparatoires, les 17 et 18 avril, au Fort de Joux (Jura). Elle réunira les collectivités françaises engagées et/ou potentiellement intéressées par la coopération décentralisée en Haïti. Du côté haïtien, un représentant du gouvernement et des collectivités locales sera invité ;
- la seconde étape sera l'organisation proprement dite de ces assises en Haïti, à Port-Au-Prince, les 9 et 10 juillet 2009.

La prochaine réunion du groupe-pays Haïti

Pour l'organisation de ces assises, une réunion du groupe-pays Haïti aura lieu le **13 mars 2009**, au conseil régional d'Ile-de-France.

ACTUALITÉS VENEZUELA

Referendum au Venezuela

L'amendement constitutionnel mettant fin à la limite dans la réélection aux postes publics au Venezuela, a été approuvé le dimanche 15 février par référendum (54% des suffrages). Le président vénézuélien, Hugo Chavez, ouvre ainsi la voie à un troisième mandat présidentiel, dont les élections sont prévues pour 2012. Les gouverneurs, les maires, les députés et les conseillers municipaux bénéficient aussi de cet amendement.

(Source : Portal Terra : www.noticias.terra.com.br)

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission, pôle Amérique latine et Caraïbes

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

VIETNAM

Bilan 2008 et perspectives 2009 du programme ANE/AL

Bilan pour l'année 2008 du programme ANE/AL au Vietnam

Sur les 52 propositions de projet déposées dans le cadre de l'appel à propositions 2007, dont 2 présentées par des autorités locales, seules 3 ont été définitivement sélectionnées et font l'objet d'un cofinancement à hauteur de 1,2 millions d'euros (taux de réussite : 5,77%).

Suite à la première phase de sélection, si 14 propositions avaient été retenues, aucune d'entre elles n'avaient été présentées par des autorités locales (taux de pré-sélection : 26,92%). Ainsi, les 3 projets retenus ont tous été déposés par des acteurs non étatiques :

- Fondation Konrad Adenauer (KAS) – Site internet : <http://www.kas.de/>
- Save the children – Site internet : <http://www.savethechildren.org/>
- Institute for european studies (IES).

Perspectives pour l'année 2009 du programme ANE/AL au Vietnam

Un nouvel appel à propositions, ouvert aux autorités locales et aux acteurs non étatiques, a été lancé en décembre 2008 par la délégation de la Commission européenne à Hanoi et est ouvert jusqu'au 6 mars 2009.

Compte tenu de ses efforts de communication, et notamment de l'organisation d'une réunion d'informations le 10 décembre dernier, la délégation de la Commission européenne à Hanoi espère recevoir d'avantage de propositions cette année.

Les autres programmes européens accessibles aux collectivités territoriales

Programme SWITCH ASIA (Promoting sustainable consumption and production) – Date limite de soumission de la concept note : 27 février 2009

Programme ENRT (Environnement et gestion durable des ressources naturelles, dont l'énergie) – Date prévisionnelle de publication de l'appel à propositions : avril/mai 2009

Programme IEDDH (Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme) – Pas d'appel à propositions pour le Vietnam en 2009

Séminaire sur la gouvernance locale et le développement durable à Hanoi

L'Ambassade de France à Hanoi organisera, à l'occasion des Etats Généraux de la Francophonie, un séminaire sur la gouvernance locale et le développement durable, les 26 et 27 mars 2009, à Hanoi, à la Maison du droit franco-vietnamien, en présence de représentants de collectivités territoriales françaises et vietnamiennes ainsi que de représentants du gouvernement vietnamien.

L'Agence française de développement au Vietnam

Compte tenu du statut particulier du Vietnam, et notamment de ses liens forts avec la France et de son évolution, la stratégie de l'AFD va évoluer dans les années à venir pour répondre aux défis du Vietnam. Si des actions de solidarité devraient être toujours mis en œuvre, l'AFD devrait d'avantage intervenir sur des thématiques telles que le réchauffement climatique, la biodiversité et les maladies émergentes.

Actuellement, l'intervention de l'AFD au Vietnam, essentiellement sous forme de prêts bonifiés auprès du gouvernement vietnamien, se divise en 3 grands secteurs : le développement urbain et les infrastructures ; le développement rural et la sécurité alimentaire ; la modernisation du système financier et le développement des PME.

Ainsi, l'AFD finance, par exemple, le Fonds d'Investissement Urbain d'Ho Chi Minh Ville (HIFU), à hauteur d'un montant de 30 millions d'euros. Ce fonds, géré de manière décentralisée (par Ho Chi Minh Ville directement), a vocation à financer de petits/moyens équipements à caractères public et sociaux, tels que des centres de soins de quartiers, des systèmes d'épuration des eaux, des logements sociaux...

À la suite de cette première expérience, l'AFD va lancer prochainement un Fonds d'Investissement Urbain pour les villes de Can Tho et de Da Nang, à hauteur d'un montant de 20 millions d'euros.

Dans ce contexte, une intervention des collectivités territoriales françaises visant au renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage de ces villes pourrait être un nouvel exemple de coopération réussi entre les collectivités territoriales françaises et l'AFD.

Les modalités d'intervention des bailleurs de fonds au Vietnam

Avant sa mise en œuvre, tout programme des bailleurs de fonds, et notamment de l'AFD, de la Banque Asiatique de Développement, de la Banque mondiale..., doit faire l'objet d'une validation gouvernementale.

Il doit être inscrit dans la liste APD (« OAD list ») du gouvernement vietnamien par une décision du premier ministre, après consultation et avis du Ministère vietnamien du plan et des investissements, notamment.

Les différents bailleurs de fonds travaillent, par ailleurs, en collaboration avec la Banque de Développement du Vietnam, représentée dans chaque province vietnamienne.

La Banque de Développement du Vietnam (VDB) a été mise en place en mai 2006 et a vocation à contribuer à la réduction de la pauvreté, grâce au financement de la construction de systèmes d'irrigation et de transports ruraux et, entre autres, d'infrastructures à caractère socio-économique (mise en œuvre la politique nationale de financement pour le développement des investissements et des exportations).

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission Asie

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

POLOGNE

Présidente du groupe-pays : Roselyne Lefrançois, adjointe au maire de Rennes et députée européenne

Réunion du groupe-pays Pologne

La prochaine réunion du groupe pays Pologne aura lieu **le mardi 7 avril prochain, de 9h30 à 13h00, dans les locaux de Cités Unies France.**

Parmi les intervenants, présents à la réunion : Barbara Nieciak, premier conseiller, chef du service économique à l'Ambassade de Pologne à Paris, Marcin Gluchowski, deuxième secrétaire, représentation permanente de Pologne auprès de l'Union européenne, Christophe Moreux, responsable de programme, AFCCRE. Ces intervenants évoqueront notamment l'historique et les perspectives du développement urbain de la politique européenne.

L'ordre du jour ainsi que le bulletin de participation sont disponibles sur le site Internet de Cités Unies France : www.cites-unies-france.org/spip.php?article700

ACTUALITÉS SERBIE

Un anniversaire controversé

Le 17 février, une date comme une autre en Serbie ? Pour les Kosovars Albanais, elle représente l'anniversaire de l'indépendance du Kosovo tandis que pour les Serbes, elle est le souvenir amer d'une sécession. Toute la presse serbe consacre sa une à l'événement. Le Kosovo est le thème de la semaine avec, également, la rencontre du ministre serbe des Affaires étrangères, Vuk Jeremic, avec Ban Ki Moon, à New York.

La presse rapporte les déclarations du Président Tadic à l'occasion de la fête nationale serbe, le 15 février, et fait écho aux déclarations du ministre Ljaljic sur la « prochaine » arrestation de Mladic.

(Source : Ambassade de France en Serbie, Revue de presse hebdomadaire du samedi 14 au vendredi 20 février 2009)

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission Europe

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

ALGÉRIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, adjoint au maire de Gières

Les collectivités locales dans le Programme Concerté Pluri-acteurs Algérie (PCPA)

Le FICR (Fonds d'Initiatives Collectives et de Rencontres) est un nouveau dispositif pour que les collectivités locales françaises et algériennes puissent se mobiliser et promouvoir des initiatives avec des associations.

Comment favoriser la concertation entre acteurs locaux pour renforcer les actions locales en direction des enfants et des jeunes ? Sur la base d'un partage d'expériences et de pratiques, une rencontre mobilisant des représentants de collectivités locales, d'associations et des pouvoirs publics algériens et français, pourrait se tenir à Boumerdès, en juin 2009.

Ce projet sera soumis au comité d'attribution FICR qui se réunira le 16 mars prochain et s'inscrit dans les activités du PCPA. Les collectivités locales françaises et algériennes, cinq françaises et trois algériennes, commencent à s'investir au PCPA et s'approprient les outils mis à leur disposition.

La ville de Belfort, les Francas et Cités Unies France sont à l'initiative de ce projet, porté avec la wilaya et la commune de Boumerdès et l'association « Ecole, Famille et Prise en charge psychosociale ».

La politique de renouveau rural en Algérie

Nous avons annoncé, il y a quelques mois, la tenue d'une réunion d'information autour de la politique de renouveau rural en Algérie. Une représentante du ministère algérien de l'agriculture et du développement rural devait y participer pour présenter les objectifs et les modalités de mise en œuvre de cette politique ainsi que leurs attentes, en la matière, d'une coopération entre collectivités algériennes et françaises.

Plusieurs difficultés nous ont amené à annuler cette réunion : une grève annoncée, notre interlocutrice du ministère algérien de l'agriculture qui n'aurait pas pu être disponible à l'ensemble de la réunion et une faible mobilisation des collectivités françaises.

Nous avons donc décidé avec notre partenaire du CNASEA de revoir notre approche pour une meilleure mobilisation des partenaires algériens et des collectivités françaises.

La Politique de Renouveau Rural a pour but de promouvoir un développement économique du Pays associant solidairement l'ensemble du monde rural. Cette politique est sous-tendue par les questions de gouvernance locale, de développement durable, d'équité dans l'accès aux prestations de base, de décentralisation et de renforcement de la cohésion sociale.

Elle repose sur 5 axes :

- amélioration des conditions de vie des populations rurales (réhabilitation, modernisation des villages et des ksour),
- amélioration et diversification des revenus,
- gestion durable des ressources naturelles : sols, eau, forêt, ressources fourragères,...
- protection et valorisation des patrimoines ruraux, matériels et immatériels,
- renforcement des capacités humaines et d'assistance technique.

Compte tenu de ces enjeux, il est apparu important à la partie algérienne (ministère des

collectivités locales ; ministère de l'agriculture et du développement rural) et à la partie française (ministère des affaires étrangères - ambassade de France à Alger- ; ministère de l'agriculture - CNASEA - Cités Unies France) de se concerter sur l'opportunité d'intégrer cette perspective de travail dans le schéma d'ensemble de la coopération décentralisée.

ISRAEL

Président du groupe-pays Israël : Charles Assouline, maire adjoint de Créteil

Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne

Les assises de la coopération décentralisée franco-israélienne auront lieu à Paris, début novembre 2009.

L'organisation des pouvoirs locaux israéliens (ULAI)

L'organisation des pouvoirs locaux israéliens (ULAI) a élu son nouveau président : Shlomo Buchbut, maire de Ma'alot-Tarshiha.

Les élections en Israël

Les résultats extrêmement serrés des élections législatives israéliennes laissent présager une situation politique particulièrement difficile.

Kadima, le parti centriste de l'actuelle ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni, arrive en tête avec un seul siège d'avance sur le Likoud, le parti de droite de l'ex-premier ministre Benyamin Nétanyahou. Selon les résultats définitifs, Kadima obtient 28 sièges, contre 27 pour le Likoud.

Tant Kadima que le Likoud ont revendiqué la victoire. Tzipi Livni a appelé son adversaire Benyamin Nétanyahou à participer à un gouvernement d'union dirigé par Kadima, lui demandant de respecter le choix des électeurs.

Le président Shimon Pérès a terminé ses consultations avec les différents groupes parlementaires de la Knesset nouvellement élue. Au cours de ces entretiens, rapporte le Haaretz, six partis – le Likoud, Israël Béteinou, Shas, Yehadout Hatora, Ha'ihuoud Haleoumi et Habayit Hayehoudi – soit soixante-cinq députés, ont émis le souhait que la mission de former le prochain gouvernement soit confiée au président du Likoud, Binyamin Netanyahu. La présidente de Kadima, Tzipi Livni n'est soutenue que par les vingt-huit députés de son parti, les cinq autres formations – le Parti travailliste, Raam-Taal, Hadash, Méretz et Balad – n'ayant recommandé aucun candidat au poste de Premier ministre.

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca-Serra, adjoint au maire de Marseille

Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine, les 19 et 20 février 2009, à Agadir

Huit ans après Fès, les collectivités locales marocaines et françaises se sont données rendez-

vous à Agadir.

Organisées en tables rondes plénières et en ateliers thématiques, ces assises étaient avant tout l'occasion de faire un bilan des partenariats franco-marocains de coopération décentralisée et de l'outil PAD Maroc (Programme d'Accompagnement à la Décentralisation).

Les interventions et débats en séance plénière ont mis en évidence la nécessité de clarifier les objectifs de cette coopération, de la mettre en cohérence avec les outils et programmes nationaux ou bilatéraux existants et de construire une vision et des perspectives communes notamment dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen.

Les travaux ont débuté avec la restitution de l'évaluation de la coopération décentralisée maroco-française. Les conclusions de cette étude ont alimenté les débats tout au long de la manifestation. La franchise et la qualité des échanges ont permis d'aborder les questions de l'absence des communes rurales dans la coopération décentralisée franco-marocaine, de « l'insuffisance chronique des ressources humaines » au Maroc, des difficultés concrètes rencontrées dans le montage de projets de coopération, de la réciprocité dans les projets portés par les collectivités territoriales, de la dimension économique de la coopération décentralisée...

La thématique de la poursuite de la décentralisation et du rôle grandissant des régions dans l'organisation territoriale au Maroc est revenue en filigrane dans les propos des différents intervenants.

La tenue des assises corroborait avec la fin du programme PAD. Cet outil a été examiné au regard de ses atouts et ses inconvénients.

La coopération décentralisée franco-marocaine a enfin été resituée dans le contexte de construction de « l'Union pour la Méditerranée – processus de Barcelone ».

Les élus marocains et français ont interpellé les pouvoirs publics sur la nécessité de reconduire et/ou d'améliorer le dispositif PAD Maroc et de pérenniser le Fond d'appui dédié au cofinancement de projets de coopération décentralisée. Les collectivités et leurs réseaux ont également rappelé l'importance de poursuivre et d'appuyer le processus de décentralisation afin de développer quantitativement et qualitativement la coopération décentralisée franco-marocaine.

Charles Josselin représentait Cités Unies France lors de la manifestation.

La Déclaration Finale présentant les orientations et propositions des collectivités locales marocaines et françaises, est disponible sur le site Internet de Cités Unies France.

Un atelier dédié au développement social

Cités Unies France, avec la ville de Marseille et la commune urbaine de Casablanca, organisait un atelier sur l'apport de la coopération décentralisée en matière de renforcement des politiques locales et territoriales.

L'atelier, avec plus d'une cinquantaine de participants, a remporté un franc succès.

Six interventions ont permis de concrétiser l'action des coopérations décentralisées franco-marocaines en ce domaine. Les échanges ont souligné l'importance de la concertation multi-niveaux et multi-acteurs pour traiter de l'action sociale et du développement social. L'importance et la diversité des partenariats traitant de cette question révèlent combien la dimension sociale est désormais un axe structurant de la coopération décentralisée maroco-française.

Les conclusions de l'atelier, rapportées par Etienne Butzbach, maire de Belfort, seront prochainement disponible sur le site de Cités Unies France.

PALESTINE

Président du RCDP : Claude Nicolet, conseiller communautaire, Dunkerque

Campagne nationale pour la promotion des partenariats des collectivités locales franco-palestiniens

Le RCDP et Cités Unies France lancent une campagne nationale pour promouvoir la coopération entre collectivités locales françaises et palestiniennes. Une coopération avec une ville palestinienne représente en effet une réponse concrète au danger de voir disparaître toute organisation administrative de la société palestinienne.

La diplomatie des villes en action à Gaza : une mission d'élus locaux dans la Bande de Gaza

Charles Josselin, président de Cités Unies France, conduira une délégation d'une quinzaine d'élus dans la Bande de Gaza **du 1 au 8 mars prochain.**

SYRIE

Le premier Congrès des villes euro-syriennes aura lieu à Damas, **les 9 et 10 mai 2009**, à l'initiative du Centre régional pour le développement local durable, mis en place dans le cadre du programme de Modernisation de l'Administration Municipale (MAM) financé par l'Union européenne.

Pour plus d'informations : www.commed-cglu.org/spip.php?article190

Pour plus d'informations :

Linda Naili, chargée de mission, pôle Méditerranée (Maroc, Algérie, Palestine, Tunisie)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission, pôle Méditerranée (Maroc, Liban, Tunisie)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission, pôle Méditerranée (Palestine, Israël)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Bilan au 26 février 2009 des appels à propositions en cours dans le cadre du programme ANE/AL

Concernant les appels à propositions centralisés du programme ANE/AL, seul celui relatif à l'objectif 3 de ce programme est toujours ouvert et ce jusqu'au 31 mars 2009 (« Coordination, coopération et activités de mise en réseau entre organisations européennes dans le domaine du développement » – Réf. : 127766).

Concernant les appels à propositions décentralisés relatifs à l'objectif 1 du programme ANE/AL et ouverts aux collectivités territoriales françaises (36) :

- 4 appels sont clôturés : Azerbaïdjan, Honduras, Nicaragua, Salvador ;
- 14 appels sont actuellement ouverts : Biélorussie, Bolivie, Cambodge, Haïti, Kazakhstan, Laos, Mozambique, Pakistan, Philippines, Rwanda, Thaïlande, Venezuela, Vietnam, Zambie ;
- 18 appels n'ont pas encore été lancés : Argentine, Arménie, Cap-Vert, Tchad, Chili, Colombie, Géorgie, Guyane, Indonésie, Mauritanie, Maroc, Paraguay, Pérou, RCA, Sierra Leone, Togo, Yémen, Zimbabwe.

Plus d'informations sur le site internet de Cités Unies France, dans la rubrique « Les appels à propositions européens » : www.cites-unies-france.org/spip.php?article623

Participation en hausse des collectivités territoriales au programme ANE/AL

Dans le cadre de l'appel à propositions centralisés relatif à l'objectif 1 (« Actions dans les pays partenaires - interventions multi-pays ») lancé, cette année, dans le cadre du PAA (Programme d'Action Annuel) 2008 et qui vient de se clôturer, la Commission européenne a reçu 70 concept notes, soit 38 de plus que l'année dernière (+ 54,28%).

Le Programme d'Action Annuel 2009 du programme ANE/AL en cours de discussion

Mercredi 25 février 2009, Cités Unies France a participé à une réunion de présentation du PAA 2009 du programme ANE/AL, organisée par EuropeAid, à Bruxelles.

Si, cette réunion a essentiellement porté sur un bilan de la mise en œuvre des PAA 2007 et 2008 du programme ANE/AL, concernant le PAA 2009, il a été annoncé que :

- les objectifs du PAA 2009 seraient identiques à ceux du PAA 2008,
- 4 nouveaux pays seraient ajoutés à la liste des pays cibles, faisant l'objet d'appels à propositions décentralisés (Burundi, Lesotho, Namibie, Jordanie) – NB : Il n'a pas été précisé si ces 4 nouveaux pays seraient éligibles pour les autorités locales,
- le lancement de nouveaux appels à propositions ne se feraient qu'en fonction des résultats des appels à propositions lancés dans le cadre du PAA 2008, – utilisation des crédits du PAA 2009 pour financer des projets déposés dans le cadre des appels à propositions lancés dans le cadre du PAA 2008.

Consultation de la Commission Européenne concernant l'objectif 2 du programme ANE/AL : « Education au Développement et Sensibilisation »

Une consultation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme ANE/AL, et en particulier de son objectif 2, est ouverte jusqu'au 27 mars 2009.

Le rapport provisoire de l'évaluation de cet objectif sera présenté lors d'une réunion le 3 mars 2009, à Bruxelles. Il est d'ores et déjà disponible sur Internet :

<http://ec.europa.eu/europeaid/where/worldwide/civil-society/documents/de-ar-evaluation2008.pdf>

Nouvel appel à propositions dans le cadre du programme transnational de la coopération territoriale européenne MED

Depuis le 16 février 2009, l'appel à propositions 2009 du programme MED est ouvert et ce jusqu'au 13 mars 2009 (<http://www.programmemed.eu/>).

Le programme MED concerne les régions côtières et méditerranéennes de neuf Etats membres de l'Union européenne (Chypre, Espagne, France, Grèce, Italie, Malte, Portugal, Royaume-Uni, Slovénie) ainsi que trois Etats méditerranéens candidats ou candidats potentiels à l'Union européenne (Croatie, Monténégro et Bosnie-Herzégovine). Il vise à améliorer la compétitivité, la promotion de la cohésion territoriale et la protection de l'environnement, dans une logique de développement durable de cet espace.

Avis de demande d'expression d'intérêt pour les organisations de la société civile et les autorités locales travaillant sur le thème de la migration et du développement

Dans le cadre de l'Initiative conjointe sur la Migration et le Développement de la Communauté Européenne et des Nations Unies, un appel à propositions visant à créer des liens positifs entre le phénomène de la migration et le développement dans les pays d'origine, de destination et de transit a été lancé (www.migration4development.org/french/appel-a-propositions/).

Ouvert jusqu'au 27 mars 2009, cette initiative vise à soutenir des projets - montés en consortium par au moins 2 partenaires, d'une durée de 12 à 18 mois et d'un budget de 50 000 à 200 000 euros (maximum : 100 000 euros par organisation partenaire) - ayant pour but de promouvoir le développement dans l'un des pays suivants : Algérie, Cap Vert, Egypte, Equateur, Ethiopie, Jamaïque, Géorgie, Ghana, Mali, Maroc, Moldavie, Nigeria, Philippines, Sénégal, Tunisie, Sri Lanka.

Nouvel appel à propositions dans le cadre du programme « Investir dans les ressources humaines »

Dans le cadre du programme « Investir dans les ressources humaines », un appel à propositions visant à permettre l'accès à la culture ainsi que la protection et la promotion de la diversité culturelle (« Access to local culture, protection and promotion of cultural diversity ») est lancé depuis le 23 février 2009.

Ouvert jusqu'au 9 avril 2009, il s'adresse à plus de 150 pays et offre des possibilités de subvention allant de 250 000 euros à 1 000 000 euros (taux de cofinancement max : 90%).
(Réf. : EuropeAid/127875/C/ACT/Multi).

NB : Le porteur de projet (demandeur) ne peut pas être originaire d'un des pays membres de l'Union européenne : priorité aux « acteurs du Sud ».

Nouvel appel à propositions dans le cadre du programme ENRT

D'ici avril-mai 2009, un nouvel appel à propositions devrait être publié dans le cadre du programme ENRT - Environnement et gestion durable des ressources naturelles, dont l'énergie.

Le 13 mars prochain, la Commission européenne organisera une réunion sur la thématique environnementale, à Bruxelles, visant à faciliter la mise en réseau et à créer des partenariats efficaces et novateurs permettant la mise en œuvre de projets environnementaux dans les pays en développement :

http://ec.europa.eu/europeaid/where/worldwide/environment/auction-floor_fr.htm

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission Institutions européennes

Courriel : h.migot@cites-unies-france

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



5^{ème} Forum mondial de l'Eau à Istanbul

Du 16 au 22 mars, la ville d'Istanbul accueillera le 5^{ème} Forum mondial de l'Eau « rassembler pour l'eau ». Le vendredi 20 mars, Charles Josselin, présidera un « événement parallèle », co-organisé avec le programme Solidarité Eau (pSEau) et l'Association des Maires des Grandes Villes de France (AMGVF), dédié à la présentation des expériences de coopération décentralisée.

Changement climatique et les collectivités territoriales - de Kyoto à Copenhague

Les 23 et 24 février 2009, s'est tenu à Nantes, le 2^{ème} symposium des gouvernements locaux sur la "feuille de route" du changement climatique (2nd Local Government Climate Roadmap Symposium). Son but : œuvrer pour une meilleure coordination et une meilleure implication des gouvernements locaux dans les débats internationaux sur le changement climatique.

Il prépare le sommet des gouvernements locaux à Copenhague, **du 2 au 4 juin 2009**, suivi du bureau exécutif de CGLU. Son ambition : transmettre un message commun à la prochaine Conférence de Nations Unies, prévue en décembre dans la même ville.

Signez l'Accord Mondial des Maires et des Gouvernements Locaux pour la Protection du Climat !

L'Accord Mondial des Maires et des Gouvernements Locaux pour la Protection du Climat réaffirme la volonté des autorités locales de relever le défi du changement climatique et de prendre leurs responsabilités pour lutter contre ses conséquences néfastes. L'Accord appelle également les autorités nationales à soutenir l'effort des gouvernements locaux en leur attribuant les ressources nécessaires et en créant les instruments internationaux adéquats pour atteindre les objectifs communs.

Votre ville, région ou association de gouvernements locaux peut signer l'Accord en ligne en remplissant le formulaire que vous trouverez ci-joint ou en renvoyant le formulaire d'adhésion au Secrétariat Mondial de CGLU par fax : + 34 93 342 87 60 ou par courriel : info@cities-localgovernments.org

Plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement

Le 11 mars, à Bruxelles, se tiendra, accueilli par le Comité de régions, le premier séminaire de la Plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement sur les conditions d'une action efficace. En dehors des membres de la plateforme, sont invités, le Commission, le Parlement, le Conseil européen, le Comité des Régions (hôte) et Concord (plateforme des ONG).

Les résultats seront disponibles par site et la prochaine LETTRE de la Coopération Décentralisée de Cités Unies France.

Le séminaire sera précédé, la veille, par une réunion des partenaires – dont Cités Unies France -de la plateforme, en vue de créer les conditions optimales et partagées de fonctionnement et de « production ».

Renforcement de capacités de maîtrise d'ouvrage

La réunion de restitution de l'étude de renforcement de capacités de maîtrise d'ouvrage, menée conjointement par CUF, le F3E et le PAD, se tiendra **le 28 avril 2009, au siège du conseil régional d'Ile de France.**

Coopération décentralisée et SEM

Françoise Brunet, consultante, travaillera avec Cités Unies France, l'AFD et la Fédération des Etablissements Publics Locaux (EPL) sur l'élaboration d'un guide pratique « SEM et coopération décentralisée ». Ce guide paraîtra à l'automne 2009 et sera cofinancé par l'AFD.

Pour plus d'informations :

Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

G20 : la société civile se mobilise

En prévision du sommet du G20, le 2 avril prochain à Londres, la société civile lance de nombreux appels. « **Action mondiale contre la pauvreté France (AMCP)** », le réseau des associations, syndicats et collectivités, fédérés autour de la campagne pour les Objectifs du Millénaire a signé, en tant que réseau, l'appel de Belém. Cet appel demande une régulation financière effective et une meilleure répartition des richesses (voir le texte à l'adresse suivante : www.choike.org/gcrisis).

Parallèlement, AMCP France, dont Cités Unies France fait partie, élaborera son propre texte, qui mettra l'accent sur la lutte contre la pauvreté et contre les inégalités comme réponse à la crise.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (relations avec les ONG)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Mission politique dans la bande de Gaza et en Cisjordanie	Territoires palestiniens	1 ^{er} - 7 mars	CUF - RCDP
Réunion de présentation du rapport provisoire d'évaluation concernant l'objectif 2 du programme ANE-AL: « éducation au développement et sensibilisation »	Bruxelles	3 mars	Commission européenne
Atelier sur le champ de l'action extérieure des collectivités locales	Sénat	10 mars	CUF Région Ile-de-France
1 ^{er} séminaire de la Plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement	Bruxelles	10 - 11 mars	Plateforme
Réunion du groupe-pays Haïti	Conseil régional Ile-de-France	13 mars	CUF
Conférence « Auction Floor » sur la thématique environnementale	Bruxelles	13 mars	Commission européenne
5 ^{ème} Forum mondial de l'eau : « rassembler pour l'eau »	Istanbul	16 - 22 mars	Conseil Mondial de l'Eau
Mission de Cités Unies France au Burkina Faso	Burkina Faso	16 - 20 mars	CUF
Mission de Cités Unies France au Togo	Togo	24 - 28 mars	CUF
Réunion du groupe-pays Madagascar	CUF	25 mars	CUF
Séminaire « Gouvernance locale et développement durable » (Etats généraux de la Francophonie)	Hanoi (Vietnam)	26 - 27 mars	
Réunion du groupe-pays Roumanie	CUF	27 mars	CUF
Réunion préparatoire de la Semaine Européenne de la Démocratie Locale	Strasbourg	30 - 31 mars	Conseil de l'Europe
Assises de la coopération décentralisée au Niger	Niamey	1 ^{er} - 3 avril	Ambassade de France au Niger

AGENDA

DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Colloque international : culture et création, facteur de développement	Bruxelles	2 - 3 avril	Commission européenne
Réunion du groupe-pays Sénégal	CUF	3 avril	CUF
Réunion du groupe-pays Pologne	CUF	7 avril	CUF
Réunion de la commission « Environnement et développement durable » de l'AFCCRE	Orléans	9 avril	AFCCRE
Ateliers préparatoires des assises de la coopération décentralisée franco-haïtiennes	Fort de Joux	17 - 18 avril	Comité de pilotage des assises
24 ^{ème} Etats généraux des Communes et Régions d'Europe	Malmö (Suède)	22 - 24 avril	CCRE
Réunion du groupe Tourisme responsable	CUF	28 avril	CUF
Réunion de restitution de l'étude de capitalisation sur le renforcement de capacités de maîtrise d'ouvrage en coopération décentralisée	Conseil régional Ile-de-France	28 avril	CUF - F3E - PAD
Congrès des villes euro-syriennes	Damas	9 - 10 mai	Centre Régional pour le Développement Local Durable
Réunion du groupe-pays Mauritanie	Arles	29 mai	CUF
Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne	Port au Prince	9 - 10 juillet	Comité de pilotage des assises
Première conférence nationale des jumelages et partenariats « accélérateurs de citoyenneté européenne »	Tours	11 - 12 septembre	AFCCRE
Semaine européenne de la démocratie locale	Strasbourg	12 - 18 octobre	Conseil de l'Europe

COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 EUROS

- Dossier pays POLOGNE (nouvelle édition - décembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE (nouvelle édition - décembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays CHINE (à paraître 2009)
- Dossier pays JAPON (2007)
- Dossier pays TURQUIE (première édition 2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAEL (2007)
- Dossier pays PALESTINE (première édition 2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays CUBA (à paraître en 2009)
- Dossier pays SENEGAL (2007)
- Dossier pays MAURITANIE (2008)
- Dossier pays MALI (à paraître en 2009)
- Dossier pays BÉNIN (à paraître en 2009)
- Dossier pays BURKINA FASO (à paraître en 2009)
- Dossier Pays AFRIQUE CENTRALE (à paraître en 2009)

REPERTOIRES DES PARTENARIATS DE COOPERATION DECENTRALISEE :

15,00 EUROS

- franco- polonais
- franco- roumains
- franco- tchèques
- franco-hongrois
- franco-chinois
- franco-japonais
- franco- algériens
- franco-marocains
- franco-tunisiens
- franco-libanais
- franco-israéliens
- franco-palestiniens
- franco-américains (France - Etats-Unis)
- franco-américains (en anglais)
- France - Amérique Latine et Caraïbes
- franco-sénégalais
- franco-togolais
- franco-burkinabè
- franco-maliens
- franco-malgaches
- franco-béninois
- franco-mauritaniens

COLLECTION « REFLEXIONS » :

15,00 EUROS

- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)

COLLECTION « REFERENCE » :

25,00 EUROS

- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (nouvelle édition - décembre 2008)

COLLECTION « GROUPE -PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des
partenariats)

- Dossier pays VIETNAM
(2005)

OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour
le développement durable,
guides méthodologiques, en
partenariat avec l'AFCCRE et
l'Association 4D. (2005) :
15 euros
- L'évaluation des partenariats de
coopération décentralisée :
10 euros
- Coopération décentralisée au
développement local urbain en
Afrique-2 volumes (2000) :
10 euros
- DVD « Voter en Palestine »
(2007) :
21 euros`

PROMOTION !

- Dossier pays PALESTINE +
DVD « Voter en Palestine » :
35 euros

BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom.....
Prénom.....
Fonction.....
Collectivité.....
Adresse.....
CP..... Ville.....
Tél. :.....Fax :.....
Courriel :.....

Je joins un chèque deeuros
à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le
bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 pour l'étranger

Pour plus d'information, merci de contacter :
Katarina FOTIC :
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet
de Cités Unies France :
[www.cites-unies-france.org/spip.php?
rubrique46](http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46)

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org